



Sarkozy à Villejuif : GABEGIE ET MÉGALOMANIE

Toute la presse (pas nécessairement de gauche d'ailleurs) s'est faite l'écho de la gabegie et du coût exorbitant de la visite de Nicolas Sarkozy à l'hôpital Paul-Brousse de Villejuif (Val-de-Marne), qui venait fêter la 2500^e greffe de foie réalisée dans l'établissement. Il faut ajouter à cela la paralysie de l'hôpital, l'interdiction de rendre visite aux malades jusqu'à 15 heures et le report de consultations prévues ce jour de visite du monarque pour des « raisons de sécurité ». Un comble au moment où l'on demande aux personnels d'en faire toujours plus. Histoire de bien marquer le coup, un service de sécurité était sur place dès les jours précédents, imposant à des anciens de se déplacer à pied.

À l'appel de la CGT et de SUD, 300 manifestants se sont retrouvés le 18 septembre devant l'hôpital pour protester contre la provocation, avec des militants du PCF 94, du PS et du NPA (celles et ceux du secteur santé, des comités de Villejuif et Vitry). Ils ont pu constater qu'à la facture déjà salée, on pouvait ajouter le coût de la mobilisation de dizaines de gendarmes mobiles et de leurs véhicules. Afin ne pas troubler le cliquetis des flûtes de champagne, la sonorisation du rassemblement a même été interdite, la camionnette de l'union départementale de la CGT 94 ayant été bloquée par les autorités à distance respectable de l'hôpital!



Villejuif, 17 septembre. Rassemblement contre la visite de Sarkozy à l'hôpital Paul-Brousse. (DR)

TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

HADOPI 2. La Commission mixte paritaire a adopté sans modification la loi Hadopi 2 votée par les députés, le 15 septembre. Mais le Conseil constitutionnel va encore être saisi. Les cinq nouveaux articles répressifs pourraient avoir le même destin – la censure du Conseil constitutionnel – que ceux d'Hadopi 1. La riposte graduée (repérage des téléchargements illégaux puis lettre et recommandé), les sanctions prononcées par un juge unique dans le cadre de procédures accélérées (sans débat contradictoire), la sanction pour négligence et la double peine (qui oblige l'internaute à payer le fournisseur d'accès sans pouvoir se réabonner chez un autre) font partie de ces mesures répressives. La résistance existe, des solutions alternatives pour financer la création aussi. Nos auteurs méritent mieux que cette loi Hadopi qui brise nos libertés.

POSTE EN GRÈVE.

Depuis le 7 septembre, les employés de la poste à Château-Rouge (Paris 18^e) sont en grève contre la suppression de quatre postes. Ils avaient déjà subi des suppressions lors du déménagement du bureau au nom d'une opération de la direction au titre cynique de « Bienvenue à La Poste ». À Paris, 140 emplois ont disparu en six mois et 7 500 au niveau national avec comme conséquences une dégradation des conditions de travail et d'accueil pour les usagers. Un rassemblement unitaire de soutien s'est tenu le 18 septembre devant le bureau de poste avec Olivier Besancenot pour le NPA, des élus PCF, Parti de gauche, Verts ainsi qu'une représentante du Parti socialiste. Un exemple à suivre pour soutenir les mobilisations sociales et notamment la grève à la poste, à partir du 21 à Paris et le 22 dans toute la France, avant la votation citoyenne contre la privatisation le 3 octobre.

RAFLE À CALAIS.

Besson organise une véritable rafle contre les « jungles » de Calais. Plus de 1 200 personnes y vivaient dans des conditions déplorables. Depuis les annonces médiatiques du gouvernement, il en reste environ 500, les autres s'étant réfugiés en Belgique, en Normandie, à Paris. Aujourd'hui Besson et Natacha Bouchart (mairie UMP de Calais) nous rejouent la rengaine sécuritaire et raciste avec des prétextes comme les passeurs, la gale ou des agressions sur les Calaisiennes. La police en profite pour agresser et humilier : gazage du point d'eau et des affaires personnelles. Les Calaisiens n'ont pas peur des migrants et beaucoup les aident malgré les intimidations policières et judiciaires. Mardi 22 septembre au matin, plusieurs centaines de personnes, une quinzaine d'associations et organisations, dont le NPA, se sont regroupés face à l'arsenal militaro-policiier. Le combat va continuer.

LE CHIFFRE

1 million

C'est, en euros, ce que viennent de se partager le président de BNP Paribas, Michel Pébereau, et son directeur général, Baudoin Prot. Ont-ils gagné au Loto? Non, ils ont utilisé leurs stock-options. Pour Michel Pébereau, cela complètera les 15 millions d'euros de salaire et les 14 millions d'euros de plus-values perçus en huit ans (18 millions et 3,5 millions pour Baudoin Prot). BNP Paribas, qui a participé au déclenchement de la crise économique par ses activités de spéculation, a bénéficié sans contrepartie de cinq milliards d'euros de l'État.

DÉGRAISSAGE CHEZ ALCATEL.

Depuis l'annonce du plan social, le 23 juillet dernier, prévoyant 850 suppressions de postes en France et 201 à Lannion (Côtes-d'Armor), la mobilisation des salariés d'Alcatel-Lucent ne fléchit pas. Mercredi 16 septembre, 500 salariés défilent jusqu'au site de France-Télécom où ils avaient appris, fin août, le suicide de l'un de leurs collègues. Ils gardent le site bloqué toute la nuit. Jeudi 17 septembre, jour de marché, les salariés organisent une opération escargot, puis dans l'après-midi, armés de pelles et de pioches, ils déterrent le câble Appolo, posé par Alcatel en 2002 et long de 12 300 km, qui relie les États-Unis à l'Europe. Ce tuyau en fibre optique transmet des données entre les deux continents. Depuis plus de dix ans, de nombreuses entreprises ont disparu à Lannion comme la Sagem, Thomson, Siemens.

GRÈVE DU LAIT.

20 à 70% des producteurs de lait, selon les régions, poursuivent la grève du lait entamée le 10 septembre dernier pour dénoncer un prix synonyme de précarité pour la majorité. Cette grève est soutenue par l'Association des producteurs de lait indépendants et la Coordination rurale. Ces mouvements montrent la défiance des paysans envers le suivisme de la FNSEA, qui n'en voulait pas. L'accord sur une vague maîtrise des marchés, porté par le ministre de l'Agriculture Bruno Lemaire, ne fera pas illusion longtemps dans une Europe minée par « la concurrence libre et non faussée » et obsédée par la dérégulation et le productivisme. La Confédération paysanne appelle d'ailleurs ses producteurs à organiser des distributions de lait gratuites pour dénoncer cette situation de détresse « analogue à celle que vivent les ouvriers et les employés dans les entreprises qui ferment et à la dégradation continue des conditions de vie des travailleurs de ce pays ».

NO COMMENT

“ Je remercie les CRS d'avoir agi avec délicatesse. »
ERIC BESSON, MINISTRE DE L'IMMIGRATION, LE 22 SEPTEMBRE, À PROPOS DE DÉMANTÈLEMENT DU CAMP DE CALAIS. ”

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 9000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr



Interview d'**André Ollivro**, porte-parole de l'association «Halte aux marées vertes». **REGARDS PAGE 2**



Interview de **Robert Guédiguian**, qui revient sur l'Armée du crime, et sur son engagement militant. **CULTURE&MÉDIAS PAGE 9**



La politique du gouvernement met en danger l'avenir des **crèches** et de l'**école maternelle**. **PARLONS-EN PAGE 10**

TOUT est à nous!

24 SEPTEMBRE 2009 | N°23 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

SALARIÉS DE L'AUTOMOBILE

ILS MONTRENT

LA VOIE



Judi 17 septembre, 3 000 salariés de la filière automobile manifestaient de la gare du Nord à l'Opéra, puis jusqu'à la place de la Bourse de Paris. Cette manifestation marque de la meilleure des façons la rentrée sociale par ses mots d'ordre, la combativité et la détermination des participants.



Les salariés engagés depuis des mois dans la lutte contre les licenciements et les fermetures de sites se sont retrouvés avec les équipes militantes de la filière automobile (Goodyear, Continental, Michelin, Dunlop, Delphi, PSA Poissy et Aulnay, Renault Cléon, Le Mans et Guyancourt, Ford Blanquefort, GM

Strasbourg, Freescale, Molex, New Fabris), des syndicats de Solidaires et de la CFDT. La manifestation réclamait l'arrêt des sanctions et des poursuites contre les Conti et tous les salariés en lutte, l'interdiction des licenciements, dénonçait les logiques financières et l'aggravation des conditions de travail et proclamait la nécessité de la convergence des luttes. À l'arrivée, l'esplanade de la Bourse était

largement remplie et certains en ont profité pour une visite rapide du symbole des jeux financiers. Les directions fédérales et confédérales qui avaient, dans les jours précédents, dépensé plus d'énergie pour décourager que pour construire, entravant ainsi le développement de la mobilisation, ont été fort discrètes pendant la manifestation.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 4

SÉCURITÉ SOCIALE NOUVELLES SAIGNÉES

Le gouvernement prépare de nouvelles attaques contre la Sécurité sociale à l'occasion du vote par le Parlement de la loi de financement votée chaque année. En ligne de mire, comme chaque année, le prétendu «trou» de la Sécu. Celui-ci résulte bien plus des exonérations de cotisations sociales consenties aux patrons ainsi que du chômage qui représente un énorme manque à gagner pour les caisses, que des dépenses maladie, normales dans un pays développé. C'est pourtant aux assurés que l'État veut faire payer ce «trou». **LIRE PAGE 4**

NPARGUMENTS LA GRIPPE A



Malgré les gesticulations médiatiques des uns et des autres, la grippe A n'est traitée convenablement ni par le gouvernement ni par les laboratoires. Au contraire, l'épidémie qui s'annonce dans les mois qui viennent est une aubaine pour s'attaquer aux droits des travailleurs et réaliser un maximum de profits en vendant un vaccin à l'efficacité douteuse. En outre, la pandémie ne dissuade pas le gouvernement de fermer des lits et de supprimer des postes dans les hôpitaux. **LIRE PAGES 6 & 7**

HONDURAS L'OLIGARCHIE CONTRE LE PEUPLE

Depuis presque trois mois, la mobilisation du peuple hondurien face au coup d'État de Robert Micheletti se poursuit. Malgré la répression des putschistes, le silence de la communauté internationale et la tenue, le 28 septembre, d'élections illégitimes, la population continue d'exiger une politique démocratique et une économie au service du peuple. Le 20 septembre, l'ex-président, Manuel Zelaya, est revenu pour soutenir les manifestants. **LIRE PAGE 8**



édito

Par François Coustal

POKER MENTEUR!

L'évènement qui, cette semaine, retiendra l'attention du village planétaire sera sans nul doute la réunion du G20 à Pittsburgh.

Après le sommet de Londres au printemps dernier, les dirigeants des grandes puissances se réunissent à nouveau pour faire face à la crise mondiale.

Au menu : comment passer des vertueuses déclarations d'intention sur la régulation du capitalisme aux actes et aux mesures concrètes ?

Pas si facile d'arriver à des positions communes, alors que la crise ne fait qu'exacerber la concurrence entre les principaux impérialismes ! Déjà, Christine Lagarde présente à l'avance comme une « grande victoire pour l'Union européenne et pour la France » le simple fait de... discuter de

« l'encadrement des bonus » alors même que chacun sait que les États-Unis vont refuser toute limitation réelle de ces mêmes bonus.

Il faut dire que la ministre française de l'Économie est assez mal placée pour faire la leçon à Barack Obama sur ce sujet. Après le scandale de la BNP – un milliard d'euros de bonus, alors que la banque a reçu 5 milliards d'aide d'argent public – Libération vient de révéler celui de la Société Générale, avec des bonus individuels annuels pouvant atteindre... 10 millions d'euros !

Autre pomme de discorde : les règles « prudentielles » régissant les fonds propres des banques par rapport à leur endettement : là, ce sont les USA qui veulent imposer des règles et des modes de calcul qui – oh, surprise ! – visent à favoriser les banques US ! On le sait : les dirigeants français – notamment Sarkozy et Kouchner – ne manquent pas d'humour. Ainsi, depuis quelque temps, ils ne ratent pas une occasion d'évoquer la taxation des transactions financières. Alors, bientôt le retour de la taxe Tobin ?

Ne nous affolons pas... Selon Christine Lagarde, il ne faut rien brusquer : « cette belle idée va cheminer, mais elle n'est pas à l'ordre du jour du G20 » ! On s'en doutait un peu... Au fond, jour après jour, sommet après sommet, ses dirigeants les plus en vue le confirment eux-mêmes : la « moralisation » du capitalisme, c'est... mission impossible.

à noter

26 SEPTEMBRE, SANS-PAPIERS, PARIS. Inauguration du ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers. de 12 heures à 22 heures, pose de la plaque, prises de parole, concerts... 14, rue bachelier, Paris 18^e, métro Simplon.

25-26-27 SEPTEMBRE, QUARTIERS POPULAIRES, MONTPELLIER. 3^e Forum social des quartiers populaires, au quartier du Petit Bard. Au programme : débats, village associatif, cinéma, théâtre et concerts.

26 SEPTEMBRE, ÉDUCATION, PARIS. Un pique-nique géant pour défendre l'école publique est organisé sur le parvis de l'Hôtel de ville, à 12 heures. Il sera précédé de marches sonores à 11 heures, place de la République pour la rive droite et place Monge pour la rive gauche.

27 SEPTEMBRE, ALGUES VERTES Manifestation « algues vertes - urgence » à 15 heures à Hillion, près de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), à l'endroit même où des milliers de mètres cubes d'algues vertes continuent de s'échouer chaque jour.

28 SEPTEMBRE, HONDURAS Rassemblement en soutien au Honduras, le vendredi 28 septembre à 18 heures, place Saint-Michel à Paris.

3 OCTOBRE, LA POSTE, NATIONAL. Consultation nationale sur la privatisation de la poste, à l'initiative du Comité national contre la privatisation de la poste. Bulletins de votes disponibles sur www.appelpourlaposte.fr, à glisser dans les mairies, bureaux de poste, marchés, etc.

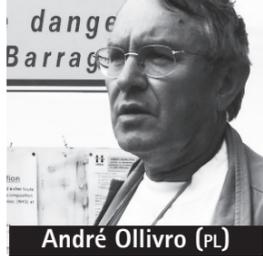
3-4 OCTOBRE, COLMAR. Le réseau « Sortir du nucléaire » appelle à la mobilisation pour la fermeture de la centrale de Fessenheim (Haut-Rhin). Grande manifestation le 3 octobre (14 heures, place Rapp). La soirée du 3 et la journée du 4 octobre seront consacrées à des conférences, débats, animations, etc.

3-4 OCTOBRE, BESANÇON. « La Grande Lessive », festival des alternatives au capitalisme, à Montferrand-le-Château (site de la mairie), près de Besançon. Au programme : théâtre, concerts, marché bio, débats, etc. Parmi les intervenants pour le NPA : Catherine Samary (autogestion), Stéphanie Treillet (décroissance), Georges Ubbiali (transition politique), etc.

10 OCTOBRE, PARIS. Manifestation nationale unitaire pour la régularisation de tous les sans-papiers. Départ à 14 heures du ministère de la régularisation de tous les sans-papiers, 14, rue bachelier, Paris 18^e, en direction du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

regards



André Ollivro (PL)

Propos recueillis par Vincent Gibelin

ENVIRONNEMENT LE SCANDALE DES ALGUES VERTES*

Le dimanche 27 septembre, des milliers de personnes sont attendues à Hillion, dans les Côtes-d'Armor, pour manifester contre les algues vertes, qui infestent les plages de la commune. Nous avons rencontré André Ollivro, porte-parole de l'association « Halte aux marées vertes ».

Tu as été le premier président – fondateur – de l'association « Halte aux marées vertes »...

En 2001, nous nous sommes dit qu'il fallait agir, créer une mobilisation populaire au travers de nombreuses initiatives de type théâtre de rue... Pour faire un diagnostic, nous avons rencontré toutes les structures qui s'occupent de l'eau, et nous avons constaté que tous savaient déjà ! La prolifération des algues vertes provient à 95% des excédents de nitrates issus de l'élevage intensif, constat qui ressort d'un colloque des pollutions, dès 1999, confirmé depuis par Ifremer!

Nous avons alors déposé un recours contre le préfet au tribunal administratif, car les lois sur l'eau n'étaient pas respectées. Avec plusieurs autres associations qui se battent contre le même fléau (à Douarnenez, dans le Trégor...), nous avons pointé et chiffré les dommages : la perte d'image, la privation de l'espace ludique, le repli des personnes vers d'autres rivages, les dommages sanitaires et leurs coûts sociaux... Et nous avons gagné ! L'État est désigné en 2007 comme responsable, car la potabilité n'est pas garantie. Le taux de 50 milligrammes de nitrates par litre est dépassé (alors que l'Europe préconise de ne pas dépasser 25 mg). Mieux encore, le jugement précise que pour en finir avec les algues vertes, il faudra revenir à des taux encore nettement plus bas, de l'ordre de 10 à 15 mg...

Nous avons même gagné définitivement, car l'État renonce à faire appel. Après ce qui s'est passé cet été, il leur était difficile de faire autrement ! Un cheval est mort – et le cavalier a eu chaud – sur la plage de Saint-Michel-en-Grève, dans le Trégor, ce qui a provoqué la visite de Fillon sur le site. Tout le monde reconnaît maintenant le danger des algues vertes, que nous dénonçons depuis si longtemps ! En décomposition, elles dégagent des émanations de gaz extrêmement toxiques (DMS et H₂S², connu pour son odeur d'œuf pourri). L'affaire tourne au drame avec le décès cet été, dans des conditions suspectes, d'un conducteur de camion préposé à l'enlèvement des algues sur les plages.

Quelle est la réaction des pouvoirs publics ?

On nous a envoyé Fillon le 20 juillet... et le 21, le préfet des Côtes-d'Armor permettait l'implantation d'un poulailler industriel de 80 000 têtes, avec autorisation d'épandage sur le bassin versant, notamment à Hillion !

Quelle est la responsabilité de l'élevage industriel ?

Il est inconcevable de continuer de mettre sur les champs les déchets de l'élevage industriel, qui provoquent d'énormes excédents de nitrates, à l'origine des algues vertes. Mais en plus, avec tout ce que l'on donne aux animaux dans ces exploitations, antibiotiques, aliments, on retrouve sur la terre de nombreux composants chimiques toxiques, des métaux lourds... Les grands groupes agroalimentaires, les coopératives agricoles, l'industrie chimique, tous ensemble, portent la responsabilité de ces pollutions, avec l'aval de la FNSEA. C'est tout ce système qui ne vise qu'à faire du fric sur le dos des éleveurs, des consommateurs et des citoyens.

Quelles sont les solutions ?

Il faut faire baisser radicalement les taux de nitrates, contrôler la qualité de l'eau, faire réinstaller sur les cours d'eau les capteurs qui ont été supprimés. Il faut « remettre les cochons sur la paille et les vaches sur l'herbe » ! Il faut développer une agriculture paysanne, aider les productions bio et durables, produites et commercialisées localement, inciter à la reconversion, interdire les épandages sur les bassins versants. On doit aussi s'occuper de la collecte et du traitement des déchets de l'élevage, créer des stations de raffinage, qui, au bout du compte, ne génèrent que du compost sain. Pour maîtriser la qualité de l'eau, il faut municipaliser les abords des captages, préempter les terres des bassins versants : on sait le faire pour préserver les sources d'eau minérale ! Pour tout cela, il faut une vraie volonté politique...

Et la mobilisation ?

On s'attend à quelque chose d'important le 27 septembre. Le rapport de forces a changé, l'écho médiatique suscité par les événements de l'été, l'approche des élections, tout cela provoque comme un vent de panique chez les « autorités ». Reste à installer un mouvement durable qui bouleverse les choses sur le fond.

* Titre de l'ouvrage d'André Ollivro, Éditions du Temps, 17€. 1. Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer 2. H₂S: sulfure d'hydrogène ; DMS: sulfure de diméthyle



PATRICE LATRON



SÉCURITÉ SOCIALE NOUVELLES SAIGNÉES EN PERSPECTIVE

En pleine période de crise, de licenciements et de baisse de revenus pour la population, le gouvernement étudie de nouvelles mesures d'économie pour diminuer le prétendu déficit de la Sécurité sociale.

LA SÉCU
IL FAUT LUI
FAIRE LA
PEAU ET
LES POCHEES..



L En pleine menace de pandémie de grippe A, alors que la situation du système hospitalier est déjà fortement dégradée, le gouvernement étudie de nouvelles mesures qui seront probablement concrétisées dans la loi de financement de la Sécurité sociale, débattue au Parlement en octobre. Ainsi, le forfait hospitalier augmenterait de 16 à 18 euros par jour. Pour de nombreuses personnes qui, en cas d'arrêt de travail, ne touchent que les indemnités de la Sécu, cela signifie qu'elles n'auront plus de quoi vivre. En effet, si leur salaire habituel est de 1500€, l'indemnité, compte tenu du délai de carence (trois premiers jours non indemnisés), sera de 175€ pour un arrêt de dix jours et le forfait à payer de 180€.

Des médicaments dits de confort comme le paracétamol, ne seraient plus remboursés qu'à 15% au lieu de 35%. Or le paracétamol est prescrit pour faire baisser la fièvre, notamment en cas de grippe! Le remboursement à 100% des affections de longue durée (ALD) serait remis en cause. Pour réduire le déficit de la Sécurité sociale qui pourrait dépasser 22 milliards d'euros en 2009, la Caisse nationale d'assurance maladie envisage « 25 mesures pour économiser 2 milliards par an ». Parmi celles-ci: la durée des séjours dans les hôpitaux qui devrait encore être réduite. Le contrôle des arrêts de travail par des officines médicales privées, afin de les faire diminuer, serait généralisé. La prescription des transports sanitaires par les hôpitaux serait limitée sous peine de sanction financière. Les médecins qui atteindraient des objectifs fixés par la Cnam toucheraient des primes à la performance. Le financement des allocations familiales par la cotisation est aussi menacé. Le gouvernement ne laisse rien filtrer du projet de loi de financement

de la Sécu, mais il décidera de « mesures d'économies ». En réalité, le déficit de la Sécurité sociale est bien moindre que celui de l'État, alors que son budget est plus important. Par ailleurs, le « trou » de la Sécurité sociale est largement entretenu par les exonérations de cotisations sociales qui représentent un véritable pillage. Entre 1991 et 2008, elles se sont élevées à 260,6 milliards d'euros. Pour la seule année 2008, elles ont atteint 31,1 milliards d'euros. En outre, l'État et les patrons sont mauvais payeurs et leurs dettes auprès de la Sécurité sociale s'élèvent respectivement à 3,6 milliards et 2,15 milliards d'euros. Les licenciements massifs sont égale-

ment responsables du déficit, et les 5 millions de chômeurs actuels représentent 65 milliards d'euros de manque à gagner pour les caisses. Les solutions pour diminuer le déficit passent donc par l'augmentation des recettes, en interdisant les licenciements et en augmentant les salaires: 1% de hausse de la masse salariale permettrait de gagner 3 milliards d'euros de cotisations et la taxation des stocks options entre 2,4 et 4,8 milliards d'euros. Le NPA propose aux syndicats, associations et partis de gauche de s'opposer ensemble, énergiquement à ces nouvelles mesures.

Stéphane Bernard

Comparaison des budgets de la Sécurité sociale et de l'État (en milliards d'euros pour 2008)			
	Recettes	Dépenses	Déficit
Budget de l'État	383,1	453,1	70
Budget de la Sécurité sociale	414	424	10

MUTUALITÉ PLUS QU'UNE SALLE

La fermeture de la « Mutu », destinée à être transformée en super palais des congrès, remet aussi en cause le droit à la santé des Parisiens.

« VICTIME de la grippe L, comme licenciements. »

Voilà l'une des banderoles qui ornait la façade de la Mutualité mardi 15 septembre. Car la « Mutu », haut lieu de résonance des combats syndicaux et politiques, licencie. L'immeuble historique du 5^e arrondissement, emblématique des rassemblements et des luttes sociales, serait dorénavant géré par GL Events, un « gros » du tourisme d'affaires qui le transformerait en un « palais des congrès de luxe ». Avec à la trappe les emplois des personnels administratifs et techniques. Le site devrait fermer ses portes jusqu'en juin prochain pour travaux. Mais la « Mutu », ce n'est pas que le bâtiment du 5^e arrondissement, mais aussi, et avant tout, deux centres de santé mutualistes. Eux aussi sont touchés de plein fouet par la politique de la direction. Une vingtaine de spécialités médicales, introuvables ailleurs en secteur 1 (c'est-à-dire sans dépassement d'honoraires et remboursées par la Sécurité sociale) seraient supprimées dans les deux centres de santé de Saint-Victor (5^e) et du Moulinet (13^e). Avec, à la clé, la disparition de 166 postes, une offre de soins moindre et des synergies brisées qui serviraient ultérieurement à justifier de nouvelles mesures régressives, voire la fermeture... C'est bien pourquoi les personnels en grève étaient venus exiger des comptes et ont contraint la direction à sortir de ses bureaux pour s'expliquer publiquement. Mais le refrain est connu. Mettant en avant une vision comptable et marchande de l'offre de soins pour justifier la disparition de spécialités médicales (psychiatrie, urologie) et, par conséquent, les suppressions d'emplois, la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF, dont le président Davant a reçu Sarkozy pour une attaque commune contre la Sécu), ne fait aucun cas des besoins de la population. Ce discours patronal habituel est encore plus inadmissible de la part d'une mutuelle qui devrait défendre les deux centres de santé comme des éléments majeurs du service public de santé à Paris (220 000 actes par an) et proposer de résister en s'appuyant sur les usagers et la population. Mais la dérive droitière du social-libéralisme ne s'exprime pas seulement au plan politique. Les pseudo-dirigeants ont abandonné depuis longtemps toute référence aux combats et solidarités qui ont façonné le mouvement mutualiste depuis ses origines. C'est le flambeau de ce combat qu'ont repris les collectifs d'usagers et de partis de gauche (dont le NPA est partie prenante) en recueillant des milliers et des milliers de signatures parmi la population parisienne et les patients.

Daniel Vaubailon

et aussi

MENACES SUR L'IVG EN ÎLE-DE-FRANCE. Depuis six mois, centres IVG et plannings familiaux ferment les uns après les autres. Après ceux du 14^e arrondissement de Paris et du Val-de-Marne, c'est le planning familial du 20^e arrondissement, à l'hôpital Tenon, qui a cessé ses activités. Ce sont plus de 500 IVG pratiquées à l'année qui ne pourront plus être réalisées sur place et difficilement ailleurs. En effet, avec les dernières contre-réformes dans la santé, les effectifs baissent, en particulier dans ces services considérés comme peu rentables et d'importance secondaire. Dans le 20^e, le collectif Droits des femmes, auquel participe le NPA, profitera de la préparation de la manifestation du 17 octobre pour mobiliser avec la CGT et Sud-Tenon, les habitant-e-s contre la fermeture définitive du planning le 11 octobre, 296, rue des Pyrénées, métro Jourdain, entre 11 et 14 heures.

ALLOCATIONS FAMILIALES EN PÉRIL. Lors d'une réunion avec des associations familiales en début d'année, Sarkozy avait annoncé la réforme du financement des allocations familiales. Une mission

d'étude est confiée à un député UMP, Yves Burr, qui avait déjà sévi en rédigeant un rapport sur les Agences régionales de santé, à l'origine de la loi Bachelot de casse de l'hôpital public. Ce nouveau rapport a pour objet d'examiner les moyens de « décharger » les entreprises de cotisations sociales versées à la caisses des allocations familiales, vieille revendication patronale. 30 milliards d'euros, versés sous la forme de cotisations dites patronales, sont prélevés sur la masse salariale. Ils constituent le salaire socialisé, c'est-à-dire une partie de salaire mis dans un pot commun pour répondre aux besoins sociaux. À terme, la menace contre « les alloc » et contre le salaire socialisé est réelle. Un nouveau champ de bataille qu'il ne faudra pas négliger. La vigilance s'impose.

ANIMATEURS JETABLES. « Pour un accompagnement de qualité du jeune enfant, l'animation ne doit plus être un job au bon gré des maires », c'est sur ce mot d'ordre que mercredi 16 septembre, le secteur de l'animation de la ville de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne)

s'est mobilisé à l'appel de la CGT des territoriaux: grève qui a conduit à la fermeture de six centres de loisir, à un rassemblement devant la mairie d'une centaine d'animateurs titulaires ou précaires, et à la signature d'une pétition de soutien par 1100 parents, enseignants et collègues territoriaux. La ville de Vitry, dirigée par le PCF, affiche l'objectif d'un service public de l'enfance de qualité (accueil du matin, du soir, des activités variées et intéressantes le mercredi); le problème est que pour mener cette politique, elle recourt massivement aux animateurs et animatrices vacataires (66 500 heures travaillées en 2008, 15 à 20 d'entre eux ayant effectué entre 1 300 et 1 800 heures, l'an dernier). La colère gronde depuis plusieurs mois dans ce secteur où selon le syndicat CGT la situation des vacataires est « pire que le CPE, ce sont des pions sans droits ». Une mobilisation exemplaire à suivre!



SALARIÉS DE L'AUTOMOBILE

SUITE DE LA PAGE 1

Mais elles avaient bien l'intention de reprendre la main au cours du meeting final. Mal leur en a pris, car la détermination des Conti et des Goodyear a imposé la prise de parole par les leaders de ces deux luttes. C'est à ce moment que la profonde coupure entre les appareils et les équipes en lutte a éclaté: discours soporifiques sur la Sécurité sociale professionnelle, contre les excès du capitalisme financier, revendication d'une politique industrielle fondée sur l'emploi d'un côté, interventions combatives et bruyamment soutenues par les salariés pour les deux camarades dénonçant la casse de l'emploi, la répression et insistant sur la nécessité de la solidarité et de la coordination des luttes. Ils ont terminé en demandant aux confédérations d'organiser la nécessaire centralisation des luttes pour faire reculer patronat et gouvernement. Cet appel à l'unité n'effaça pas les grimaces hargneuses sur les visages des dirigeants fédéraux.

Certes la coordination des luttes reste compliquée en raison de la disparité des combats engagés, de leur caractère relativement éphémère, des résultats inégaux. Pourtant la rencontre des expériences, des histoires, la confrontation des tactiques et des stratégies dans des mobilisations concrètes, réelles, sont des pas en avant significatifs.

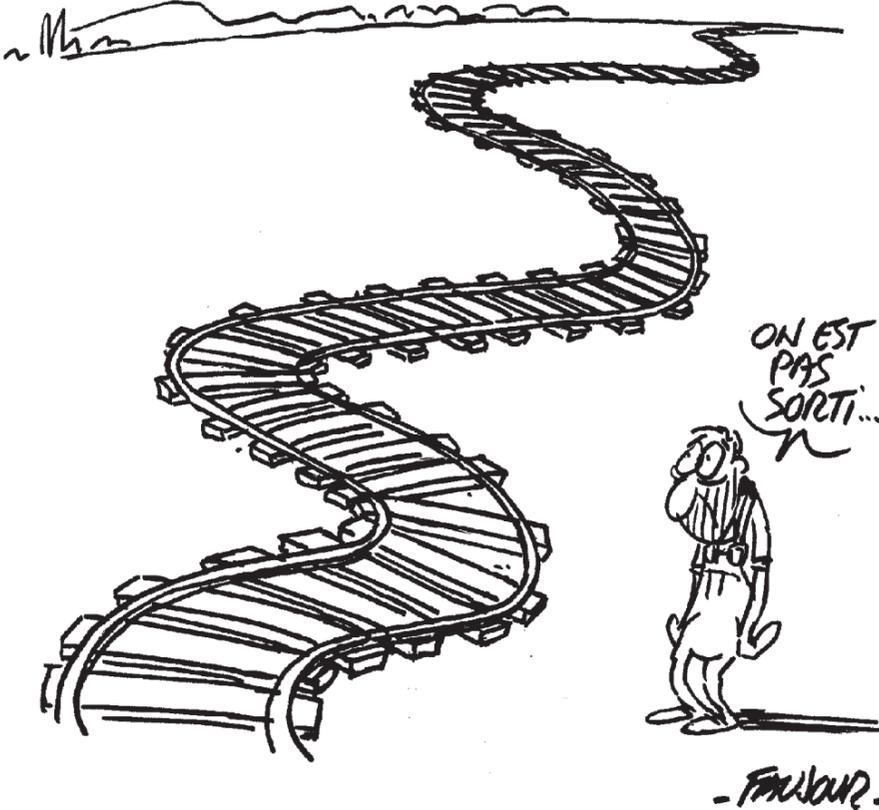
La coordination de tous les salariés engagés dans ces batailles est indispensable. Cependant, si les équipes militantes en sont convaincues, il reste à construire des initiatives permettant d'élargir la mobilisation et à trouver les revendications, les mots d'ordre, les initiatives qui rassemblent tous et toutes pour modifier le rapport de forces en faveur des travailleurs.

Ce « tous ensemble » doit se construire sur l'interdiction des licenciements, l'expropriation des licenciés, les augmentations uniformes des salaires, la lutte contre la dégradation des conditions de travail et le soutien concret aux dizaines de luttes qui se développent jour après jour. Il faut travailler patiemment à consolider les liens fragiles tissés, à aller vers des coordinations régionales capables de peser dans les luttes au fur et à mesure de leur développement et poser les jalons d'une centralisation des mobilisations. Le meeting de soutien aux Conti à Compiègne (Oise), le 26 septembre sera l'occasion, en manifestant notre solidarité, de poursuivre la construction du « tous ensemble ».

Collectif automobile du NPA



BORLOO VEUT RELANCER LE FRET



SNCF 6 000 À 8 000 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS AU FRET

Les cheminots se mobilisent contre la décision de la SNCF d'abandonner une partie de son activité fret dont les conséquences néfastes seront sociales et environnementales



Le 22 septembre, le jour même de la grève contre la privatisation de la poste, a eu lieu une journée d'action appelée par SUD-Rail. Elle faisait suite à un rassemblement au Bourget (Seine-Saint-Denis) appelée par la CGT le 16 septembre où 2 500 à 5 000 cheminots se sont retrouvés, et un autre le 9 septembre à Thouars (Deux-Sèvres), où les cheminots sont en lutte contre une direction qui menace de supprimer les emplois si les agents n'acceptent pas la remise en cause de leur statut. À l'origine de ces actions, la décision de la direction de la SNCF qui se prépare à annoncer l'abandon de près de 60% de l'activité « wagon isolé » de la branche fret. Il s'agit d'acheminer – le plus souvent pour des petits entrepreneurs et industriels –

des wagons individuels ou par petits groupes. Ces convois transportent souvent de petits chargements « sur mesure » pour plusieurs clients et passent par différentes gares de triage au cours de leur trajet. Une activité qui est du point de vue économique, moins rentable que les trains entiers sur lesquels la direction souhaite se « recentrer ». Les trains entiers de marchandises sont en général acheminés sans passage intermédiaire par les triages, avec un gros chargement homogène pour un grand industriel payant une grosse facture. Les opérateurs ferroviaires privés se positionnent d'ailleurs uniquement sur ces trains et délaissent complètement l'activité wagon isolé, uniquement assurée par la SNCF. Le quasi-abandon du wagon isolé entraînerait non seulement 6 000 à 8 000 suppres-

sions d'emplois, mais mettraient aussi 700 000 camions supplémentaires sur les routes chaque année, alors que beaucoup de « com' » est faite autour du Grenelle de l'environnement. Les cheminots de tous les services subissent sans arrêt des réorganisations et des suppressions de postes. À cela s'ajoute les attaques d'une direction qui cherche à détruire les acquis sociaux du statut, au nom de la « compétitivité face à la concurrence ». Pourtant, la concurrence, c'est avant tout la direction de la SNCF qui l'organise par ses filiales. En effet, le groupe SNCF est aujourd'hui le premier transporteur routier du pays et ses filiales ferroviaires (VFLI, Naviland Cargo, etc.) représentent plus en termes de trafic que l'ensemble des autres entreprises privées circulant sur le réseau ferré. Face à de telles attaques qui

en annoncent bien d'autres, seule peut répondre une mobilisation importante de cheminots de tous services, déterminés à défendre leurs emplois et leur statut et à imposer les embauches nécessaires. Cette lutte est celle que mènent bien des travailleurs, du public comme du privé, contre les licenciements et les suppressions d'emplois. C'est l'ensemble du monde du travail qui se retrouve dos au mur face au patronat qui prend prétexte de la crise pour multiplier les attaques! C'est tous ensemble que nous devons nous défendre.

Axel Persson

et aussi

ASILE RÉQUISITIONNÉ. À Bourg-en-Bresse (Ain), depuis la fin avril, une trentaine de demandeurs d'asile, parmi lesquelles des femmes et des enfants, étaient contraints de s'abriter dans des garages. En situation régulière mais sans droit au travail, bénéficiant d'une autorisation provisoire de séjour (APS) et d'un pécule de 300 euros par mois, ils survivaient grâce au soutien des associations caritatives. Les élus de gauche (qui dirigent la ville et le conseil général) ainsi que l'évêché, propriétaire des garages, se sont contentés de déplorer les carences, réelles, de l'État en matière d'hébergement de cette population. Les militants du NPA, soutenus par le DAL, ont réquisitionné un immeuble vacant, appartenant à l'office HLM de la ville, et y ont installé les demandeurs d'asile. Le 28 septembre un collectif accueillera « La caravane des mal-logés et des sans-logis » sur le lieu même de la réquisition en présence de Jean-Baptiste Eyraud, président de Droit au logement.

SÉRIE NOIRE DANS LA PÉTROCHIMIE. Le 18 septembre une délégation de travailleurs du complexe de Lavéra (Bouches-du-Rhône), plus grand pôle pétrochimique d'Europe du Sud et du bassin méditerranéen, conduite par leurs délégués CGT, s'est rendue au commissariat de Martigues, pour déposer plainte contre leur employeur pour « mise en danger de la vie d'autrui ». En effet, depuis le début de l'année, plusieurs incidents se sont produits sur le site. Ainsi, le 12 août à Naphtachimie (société commune du britannique Ineos et de Total Petrochemicals France), deux travailleurs ont été brûlés en allumant un four. Le 6 septembre, à cause d'une importante fuite de vapeur, c'est tout le complexe qui a dû être fermé. Quatre jours plus tard, lors d'une opération de maintenance sur une conduite, quatre autres salariés ont été fortement incommodés par un composant chimique: le dichloroéthane. Enfin, le 17 septembre, les habitants de Martigues ont pu voir une importante fumée noire venant de l'usine Naphtachimie. C'est un compresseur à gaz qui

semble avoir calé lors d'une tentative de redémarrage de l'installation, provoquant d'importantes fumées à la torche. Une fois de plus, la sécurité des travailleurs et des habitants de la région est sacrifiée sur l'autel de la rentabilité. Cette série d'incidents trouve directement son origine dans la réduction des effectifs à la suite d'un plan patronal visant à réduire les coûts de production de 24% d'ici 2013.

FLINS SANS F1. L'opposition grandit dans la population grâce au travail de proximité effectué depuis plus de neuf mois du Collectif Flins sans F1. Le conseil général s'entête mais sans grande conviction, multipliant les cafouillages et parlant de repousser la décision après les régionales, pour une réalisation en 2013! Jouer la lassitude, la confusion et la désinformation n'empêchera pas les milliers de citoyens conscients des dégâts immenses de ce projet, du point de vue environnemental, démocratique et économique, de continuer à dire NON! Tout sur le site : <http://collectif-sansf1.fr>



et aussi



BIENVENUE AUX RICHES. « C'est une carte de résident Gold », Éric Besson l'a dit lui-même lors de la conférence de presse suivant la signature, mardi 15 septembre, du décret instituant une carte de résident de dix ans pour « contribution économique exceptionnelle ». Ce qui signifie un investissement de 10 millions d'euros ou la création (ou la sauvegarde) de 50 emplois sur le territoire. Besson reconnaît que « c'est un peu élitiste », voire « une sorte de prime à l'argent ». Et d'ajouter : « Cette carte ne va pas s'appliquer à l'artisan ou à la personne qui crée sa petite entreprise. » Non, elle est réservée aux plus riches. Et il nous explique pourquoi : « Dans cette guerre économique mondiale qui est aujourd'hui ouverte, il faut non seulement recruter des fantassins (...) mais aussi attirer les meilleurs capitaines. »

FRAUDE ÉLECTORALE À ATTAC: SUITE ET FIN ? Dans la nuit du 13 au 14 juin 2006, la tendance des résultats de l'élection du conseil d'administration d'Attac a soudainement basculé à la suite de la falsification de bulletins de vote en faveur de la direction sortante et, notamment, de Jacques Nikonoff. La justice a établi qu'il y avait eu la même nuit intrusion dans les locaux,

communication téléphonique, impliquant les protagonistes avantagés par le basculement des résultats. S'il est matériellement impossible de relier les faits entre eux de manière directe et formelle, ce qui a conduit à un non-lieu, l'enquête judiciaire confirme indéniablement les conclusions de la commission d'enquête interne. Il ne serait pas de bon ton d'utiliser la décision du tribunal pour le nier !

CLOAQUE. Le procès Clearstream, qui vient de s'ouvrir, est révélateur des mœurs politiques de la classe dirigeante, notamment à droite. Aussi bien par son scénario que par... son casting ! Il faut dire que, même sous la V^e République, il n'est pas fréquent de retrouver parmi les acteurs d'une affaire crapuleuse : un président de la République, un ancien Premier ministre, un « maître-espion », un ex-trader et un cadre dirigeant d'une multinationale. On peut certes s'interroger sur l'impartialité d'une justice soumise à la pression permanente d'un président en exercice qui jouit donc d'une totale impunité.

SARKOZY ET L'UMP ÇA TANGUE !

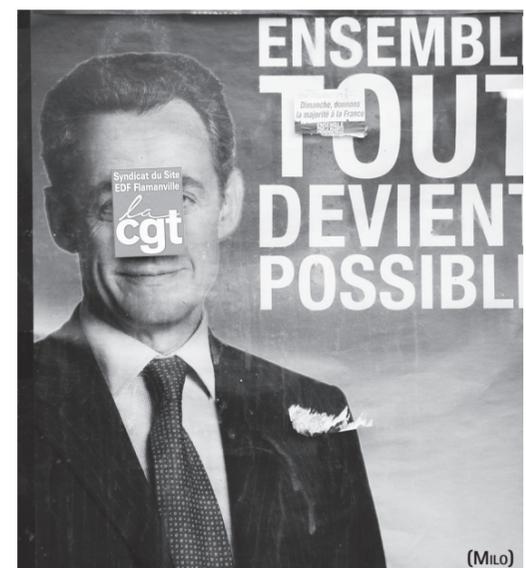
À l'approche des élections régionales, le malaise grandit parmi les députés et sénateurs de l'UMP, soucieux d'échapper à l'impopularité de Sarkozy et de son gouvernement.

À LA VEILLE de l'ouverture des journées parlementaires de l'UMP, les 24 et 25 septembre, les relations sont quelque peu tendues entre Sarkozy et sa majorité. Déjà, pendant l'été, « l'ouverture à droite », à de Villiers et aux chasseurs, avait provoqué quelques grincements de dents chez les ralliés de « gauche », ainsi tournés en ridicule. Bockel, venu de l'aile droite du PS n'avait trouvé cela « ni anodin ni facile ». Puis, il y eut l'annonce de la taxe carbone, résultat de la collaboration de l'ancien Premier ministre socialiste Rocard. Immédiatement critiquée par Juppé et Copé, le chef de groupe UMP à l'Assemblée, elle provoque encore des remous parmi les élus UMP. Au point que Sarkozy a dû y revenir lors de la réunion qu'il a tenue avec eux la semaine dernière. « Je ne laisserai pas l'environnement aux seuls écologistes », a-t-il expliqué en rappelant qu'il avait signé le pacte de Nicolas Hulot. Et d'ajouter, en direction de ceux qui s'inquiétaient de l'impopularité d'une taxe frappant la population, et donc leurs électeurs potentiels, « les Français recevront un chèque en février, un mois avant d'aller aux urnes ». Ce n'est bien sûr pas le cynisme d'une telle déclaration, rapportée par le Monde, qui a pu gêner les députés UMP, mais ils doutent, simplement, que cela suffise pour ne pas en payer le prix lors des prochaines échéances électorales. De leur côté, les sénateurs UMP ont exprimé leur mécontentement concernant la suppression de la taxe professionnelle. Ils craignent, plus exactement, que les recettes prévues pour la remplacer ne soient pas suffisantes alors que les dépenses des collectivités territoriales ne font qu'augmenter et qu'eux-mêmes sont élus par les grands électeurs qui dirigent ces collectivités.

Dernièrement, la décision de Besson, le nouveau ministre de l'Immigration, de ne pas signer les décrets d'application pour la mise en œuvre des tests ADN, a provoqué une nouvelle bronca chez les députés à qui Sarkozy et Hortefeux avaient imposé l'ajout de cette mesure, il y a deux ans, sous la forme d'un amendement à la loi sur l'immigration. De quoi apporter de l'eau au moulin de Copé qui, dans la perspective d'être un futur présidentiable – en 2017, a-t-il lui-même déclaré, mais pourquoi pas avant ? – mène campagne sur le thème des droits du Parlement face au « fait du Prince ».

Inutile de chercher dans cette contestation quoi que ce soit de progressiste. Les élus UMP ont apporté leur soutien à Hortefeux après ses propos racistes et applaudi Besson lorsqu'il a annoncé, sans doute pour se rattraper, qu'il allait fermer ce qu'ils appellent la « jungle » de Calais. Mais cela laisse présager bien des difficultés pour Sarkozy qui risque de ne pas sortir non plus grandie de l'affaire Clearstream, même s'il en finit avec son rival Villepin.

Galia Trépère



(MIL0)



14 septembre, Paris, Alphonse Pujapujane, vice-président de l'USTKE. (MIL0)

NOUVELLE-CALÉDONIE JUSTICE COLONIALE CONTRE L'USTKE

Les jugements rendus contre les syndicalistes kanaks est une décision politique visant à abattre un syndicat qui se bat pour l'indépendance.

L Le jugement rendu à Nouméa, le 15 septembre, condamnant les syndicalistes de l'USTKE dont son président Gérard Jodar à de la prison ferme, est un jugement purement politique. Il est rendu pour tenter de décapiter le syndicat engagé dans la lutte pour l'indépendance de cette colonie française. De même, les jugements, rendus en comparution immédiate, contre des dizaines de jeunes ayant participé aux manifestations et barrages lors de la grève générale du mois d'août, sont ceux d'une justice coloniale. En les envoyant à la prison du Camp Est dont certains murs datent du bagne où fut déportée Louise Michel, le pouvoir veut intimider ceux qui soutiennent le syndicat. Les dirigeants français ont la volonté de maintenir ce territoire dans son giron le plus longtemps possible. L'État sait bien que l'indépendance est

inéluçtable, la Nouvelle-Calédonie étant sur la liste de l'ONU des territoires à décoloniser. Mais, il veut retarder l'échéance au maximum pour exploiter jusqu'au bout les richesses de ce territoire et de l'océan qui l'entoure. La très rentable exploitation du nickel doit durer encore au moins cinquante ans et les capitalistes ne veulent pas la perdre au profit du peuple autochtone. Pour exploiter au plus vite cette manne, la nature est légèrement dégradée, bien loin des discours environnementalistes entendus en France. L'usine d'Eramet, la SLN à Nouméa, rejette depuis des décennies ses fumées toxiques dans l'atmosphère. Des engagements sont régulièrement pris pour que cela cesse, mais les promesses faites n'engagent que ceux qui y croient. De même, l'usine du groupe brésilien Vale, récemment mise en service à Goro rejette dans le lagon ses déchets chimiques à des concentrations qui ne se-

raient pas tolérées en Europe. Sa mise en route à marche forcée a même, dès le début, donné lieu à un « accident » : 5000 litres au moins d'acide sulfurique se sont répandus sur la côte, détruisant la faune et la flore. En signant le protocole de Kyoto, la France a exclu cette colonie de son champ d'application pour pouvoir l'exploiter au maximum en polluant à tour de bras. Elle veut tirer le maximum de profit à court terme sans se soucier de l'état dans lequel elle laissera ce territoire une fois l'indépendance acquise. D'ores et déjà, le taux d'émission de CO₂ par habitant est près du double de son niveau en métropole. Et, loin de s'engager à le réduire, les industriels prévoient de le doubler dans les dix ans¹. Un syndicat qui a créé un parti politique, le Parti travailliste, pour lier la lutte sociale au combat politique, qui pose le problème de l'avenir du territoire et lutte contre le

capitalisme sauvage, ne peut que gêner. Aucune répression n'est trop forte pour l'abattre, la justice coloniale est donc priée de se mettre au service des intérêts économiques de la France. En Polynésie, la France a pollué pour longtemps les atolls avec ses essais nucléaires. Aujourd'hui, les troupes françaises sont rapatriées sur la Calédonie puisqu'il n'y a plus rien à tirer des massifs coralliens dégradés par les essais et le réchauffement climatique. Les Kanaks ne veulent pas l'indépendance sur une terre polluée et dénaturée. Les richesses encore présentes doivent être exploitées pour que dans cent ans les populations puissent encore y vivre. C'est le combat de l'USTKE et du Parti travailliste, le NPA le soutient.

Bernard Alleton

1. En métropole l'émission de tonnes équivalent carbone est de 7 par habitant, il est de 13,7 en Calédonie, la prévision pour 2025 est à 36,8.

NPargu

question

LA GRI

L'anxiété

est un marché et une politique. La grippe, après les étrangers ou les jeunes de banlieue, permet au gouvernement tous les dérapages, qui révèlent au fond son objectif: le marché libre et un État fort. Dans ses cartons, il prévoit une gestion de la grippe confiée au ministère de l'Intérieur, la suspension programmée du code du travail au profit d'une flexibilité généralisée, et nos libertés mises en sommeil à coup d'ordonnances dénoncées par le Syndicat de la magistrature. En revanche, il ne prévoit pas de débat public sur la gravité de la pandémie et les moyens sanitaires d'y faire face, mais des milliards d'euros ont déjà été dépensés pour une vaccination de masse, avec des vaccins mal testés, et du Tamiflu qui soigne surtout les cours de l'action Roche. Les pays du Sud, eux, attendent toujours les vaccins et les traitements pour les millions de morts du sida ou du paludisme. Le tout sous les regards d'une presse à sensation qui veut vendre du papier.

Il n'est pas nécessaire d'adhérer à la théorie du complot (les labos qui lâcheraient les virus pour vendre des vaccins) pour comprendre les intérêts des capitalistes. Il ne faut pas penser que tout cela n'est que poudre aux yeux, cela nous détournerait des vraies questions. Car si la grippe A est bien loin de la mortalité de la grippe aviaire, elle est très contagieuse, et pose les questions du droit à la santé, des urgences sociales face à la pandémie et de sa naissance dans le ventre des usines à porcs de l'agroculture. Le gouvernement en fait trop? Il fait surtout mal! Le mouvement social doit porter ses propres exigences sociales, écologiques, sanitaires... donc politiques, en lien avec une expertise indépendante.

LE VACCIN MALADE DU PROFIT ?

Face à la grippe saisonnière, une vaccination non obligatoire et ciblée sur les personnes âgées et fragilisées a fait la preuve de son efficacité. La revue médicale indépendante *Prescrire*, qui tire souvent à boulets rouges sur les labos, nous apprend que ce vaccin, s'il est peu efficace sur la fièvre et les courbatures, réduit de 50% les complications et de 80% la mortalité. Mais face à la grippe A, avant tout débat sur la stratégie de vaccination, le gouvernement français a décidé d'une vaccination de masse et d'urgence, n'hésitant pas à payer le vaccin quatre fois son prix, pour un total d'un milliard d'euros, pour vacciner en deux doses 45 millions de Français. Les capacités de production sont limitées pour ne pas affronter «les industriels à un risque économique et financier non négligeable», comme l'a expliqué le PDG de Sanofi. Alors, pour produire vite et beaucoup, les laboratoires rajoutent des adjuvants dans le vaccin, comme le thiomersal et le squalène. Les tests des vaccins sont réduits au minimum. Les labos se souvenant qu'en 1976, la vaccination de masse, décidée aux USA, avait favorisé l'apparition de paralysies ascendantes (Guillain-Barré), ont obtenu que les éventuels accidents de vaccination soient pris en charge par l'Office national pour les aléas thérapeutiques. Privatisation des profits et socialisation des pertes!

Or, le thiomersal, composé à 40% d'éthylmercure, est mis en cause pour sa toxicité neurologique, notamment chez les enfants et les femmes enceintes. L'OMS, l'Agence européenne pour l'évaluation des médicaments et l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé ont demandé le retrait du thiomersal des vaccins pour enfants. Il est alors retiré des vaccins anti-grippe. Mais l'Agence européenne a changé depuis d'avis, sous la pression des lobbies. Le squalène est, lui, accusé d'être responsable d'une hépatite auto-immune sur 101 enfants d'un essai clinique espagnol, en 2007. Il favorise l'apparition de polyarthrite rhumatoïde chez les rats de laboratoire. D'ores et déjà, pour les femmes enceintes et les enfants en bas âge, ces choix sont inadmissibles.

Pourquoi prendre ce risque pour la santé, alors que la mortalité de la grippe A semble peu supérieure à celle de la grippe saisonnière dans la population générale? Pourquoi abandonner la vaccination ciblée? Pour l'espoir - illusoire - de garder la France au travail et garantir les profits? Au-delà de la liberté de vaccination pour chacun, du consentement éclairé qui ne peut se faire avec les deux minutes par personne de la vaccination à la chaîne proposée par le gouvernement, nous exigeons la sortie de vaccins sans adjuvants et un débat public sur la balance bénéfice-risque de la stratégie de vaccination.

Alors que les crédits de recherche pour un vaccin contre le sida et le paludisme sont, depuis des années, de vraies urgences sanitaires mondiales, les labos privés de la vaccination concentrent leurs recherches sur des vaccins au bénéfice sanitaire incertain (comme le gardasil, utilisé pour la prévention du cancer du col de l'utérus), mais aux profits assurés. Comme le dit la mission d'information parlementaire sur la grippe aviaire: «Dans une économie de marché, il est difficile de demander à des industriels d'engager des investissements dont la rentabilité est douteuse.» Décidément, la vaccination est une chose beaucoup trop importante pour être laissée aux intérêts des labos ou de l'État.



iments

ons sur

IPPE A

URGENCE GRIPPALE CONTRE LA LOI BACHELOT

Aujourd'hui la grippe A n'est guère plus dangereuse que la grippe saisonnière. Mais elle est très contagieuse, et pourrait toucher 15 à 30% de la population. Elle va révéler les fragilités d'un système de santé et de solidarité qui combine les difficultés d'accès aux soins pour les plus pauvres (dépassements d'honoraires, refus de CMU, 30% des patients retardant leurs consultations), l'isolement pour les personnes âgées ou les SDF, les inégalités géographiques et l'austérité pour tous. Cela se ressentira dans les hôpitaux, déjà débordés par une simple grippe saisonnière. Le Tamiflu n'y changera rien. Les milliards d'euros dépensés pour constituer les stocks exigés par l'OMS ne serviront qu'à grossir les profits de Roche, tant cet anti-viral semble peu efficace. Contre la loi Bachelot, la fermeture de lits, d'hôpitaux de proximité, les plans de retour à l'équilibre des CHU qui prévoient 30000 suppressions de postes et la concurrence avec le privé, l'urgence grippale nous invite à accorder toute sa place à un service public de santé solidaire, pour les jours de grippe comme pour les autres. À l'hôpital public, les plans blancs vont reporter tout ce qui concerne l'hospitalisation programmée, pour consacrer toutes les ressources aux complications de la grippe. Le privé et ses dépassements d'honoraires sont en embuscade, pour capter cette médecine rentable.

Urgence sanitaire! Tous les lits publics ET privés doivent être utilisés, réquisitionnés, avec interdiction des dépassements d'honoraires. Il faut aussi mettre en avant la question de la gratuité (les masques sont bien gratuits...), le tiers payant généralisé, le refus des tickets modérateurs, des forfaits hospitaliers, pour affirmer le caractère universel du même droit à la santé pour tous. Alors que débute l'épisode grippal, le déremboursement du paracétamol et la fermeture du service des maladies infectieuses de l'hôpital Saint-Joseph, à Paris, illustrent jusqu'à l'absurde que le gouvernement fait passer la course à la rentabilité de la santé avant le droit à la santé pour tous.

LE DROIT DU TRAVAIL VICTIME DE LA GRIPPE

Sarkozy et Darcos l'ont rêvé. La grippe l'a fait. Sous prétexte d'urgence pandémique, la circulaire de la Direction générale du travail du 3 juillet prévoit d'augmenter le volume horaire « par décision unilatérale de l'employeur », précisant que « le refus du salarié, sauf s'il est protégé, constitue une faute pouvant justifier le licenciement. » « Allongement de la durée quotidienne de travail au-delà de la limite de dix heures (...) dépassement de la durée maximale hebdomadaire de travail effectif de 48 heures (...) limitation du droit de retrait », suppression du contingentement des heures supplémentaires, tout est fait pour la continuité des profits, alors que quasiment rien n'est dit sur la santé des salariés. Les instances du personnel ne seront d'ailleurs que consultées. Les plans de continuité d'activité privilégient les sources de profit, les grands comptes, la continuité de l'État et la flexibilité. Nos priorités sont l'information et la sécurité de tous les personnels (les intérimaires et les sous-traitants sont parfois « les oubliés » des masques et de l'information), du public, des installations et le service au public. Nous voulons le contrôle ouvrier sur toutes les décisions, pour faire entendre nos exigences (CHSCT, CTP...).

Décathlon, par exemple, veut élargir les horaires d'ouverture et ouvrir le samedi et le dimanche « pour diluer » les contacts et maintenir ses profits. À l'opposé, en cas de pic pandémique, nous sommes pour la fermeture des magasins, assortie de l'exigence du paiement à 100% des salariés, ce qui libérera des personnes pour garder les enfants, en cas de fermeture d'école. La circulaire du travail prévoit que cela soit pris sur « les congés annuels, congés au titre de la RTT et congés épargnés sur le compte épargne temps ». Or, la grippe, ce n'est pas des vacances. Si fermeture il y a, elle doit être prise en charge à 100% par l'employeur, avec la suppression du délai de carence de trois jours sur les indemnités, en cas d'arrêt de maladie.

(Franck Houlgatte)



HONDURAS L'OLIGARCHIE CONTRE LE PEUPLE

Avec le retour du président déchu, Manuel Zelaya, la mobilisation populaire contre le coup d'État du 28 juin et le renversement des putschistes se poursuit au Honduras.

Depuis plus de 80 jours, dans les rues et villages du Honduras, la résistance civile s'organise contre le coup d'État militaire mené le 28 juin par Robert Micheletti, avec l'appui de l'armée et de l'oligarchie nationale, et l'aval de la hiérarchie catholique. Le président déchu, Manuel Zelaya, expulsé du pays, est un propriétaire foncier qui, une fois élu, a cherché à répondre aux demandes des secteurs les plus défavorisés du pays. Malgré l'opposition de l'oligarchie, il a intégré en 2007 l'alliance Petrocaraipe pour obtenir des ressources matérielles, financières et énergétiques (pétrole du Venezuela) à un tarif préférentiel. En 2008, il adhère également à l'Alliance bolivarienne des peuples d'Amérique (Alba). Cette politique est rapidement taxée de « communiste », « castriste » et « chaviste » par les secteurs conservateurs, dans un pays où le pouvoir économique et politique est entre les mains d'un petit groupe de familles.

L'administration Obama a nié l'existence d'un coup d'État, mettant en exergue des problèmes à caractère juridique entre le président Zelaya, la Cour suprême de justice et le tribunal électoral. Elle a impulsé la présence des putschistes à la table des négociations. Les pays membres de l'Alba ont été les premiers à appuyer Zelaya et à demander la restitution de la démocratie, suivis par l'Union des nations sud-américaines (Unasur), l'Organisation des États américains (OEA), l'Union européenne et les Nations unies. Tout cela n'est dû qu'à la mobilisation sociale permanente des paysans, des ouvriers, des Indiens, des étudiants, des journalistes indépendants et des intellectuels, rassemblés au sein d'un Front national contre le coup d'État et exigeant le retour de « Mel Zelaya », l'organisation d'un référendum populaire et l'institution d'une Assemblée nationale constituante.

Le gouvernement putschiste de Roberto Micheletti a décidé d'organiser des élections générales bidons le 29 novembre, mais la plupart des pays étrangers ont annoncé qu'ils n'en reconnaîtraient pas les résultats. La majorité des résistants au coup d'État considèrent que ces élections menacent l'unité que le coup d'État a suscité, entre mouvements sociaux et partis politiques de gauche, et préfèrent soutenir la mobilisation sociale. Le coup d'État donne froidement à voir ce que les secteurs traditionnels du pouvoir (oligarchie politico-économique, armée, médias, États-Unis) font des processus électoraux et démocratiques. La mobilisation sociale et la résistance du peuple hondurien force le respect et devrait faire l'objet d'une plus large solidarité internationale.

Miguel Ceto

et aussi

AFGHANISTAN. « Des fraudes ont été signalées, cela ne fait pas de doute et cela semble plutôt grave à première vue » a déclaré Barack Obama à propos de l'élection présidentielle en Afghanistan. Les commissions mises en place ont décidé de recompter les bulletins. Compter et recompter ne leur permettra pas de donner à la mascarade électorale, orchestrée par les troupes d'occupation, une quelconque légitimité démocratique. Le Pentagone fait pression pour obtenir l'envoi de renforts. Les doutes d'Obama n'ont d'autre but que d'amadouer l'opinion publique américaine pour poursuivre la politique impérialiste.

IRAN. Vendredi 18 septembre, à l'occasion de la journée de soutien au peuple palestinien, le peuple iranien a massivement pris le chemin de la rue. À Téhéran, Ispahan, Tabriz, Mashhad ou Karadj, la population a défié les forces de sécurité qui avaient promis une répression sanglante. La cérémonie officielle a été éclipsée par la mobilisation de ceux qui refusent toujours la fraude électorale. L'université de Téhéran a été encerclée par les manifestants et

ALLEMAGNE RADICALISATION À GAUCHE ET À DROITE

La campagne électorale pour les élections législatives allemandes du 27 septembre est marquée par la question des coalitions gouvernementales.



Berlin, 5 juin 2009. Militants de Die Linke (REUTERS/PETER)



Les élections régionales (Saxe, Sarre et Thuringe) et municipales (Rhénanie-Westphalie) du 30 août 2009 ont changé quelque peu le panorama politique allemand (lire *Tout est à nous!* n°20). Non seulement la gauche (Die Linke et le parti social-démocrate SPD) a connu des avancées, mais le SPD s'est déclaré ouvert à une coalition avec Die Linke dans la Sarre. C'est la première fois dans une région de l'Allemagne de l'Ouest (Berlin, gouvernée depuis 2006 par une coalition SPD-Die Linke, est considérée comme une région d'Allemagne de l'Est). Ces résultats inquiètent beaucoup le patronat allemand. En effet, en 2005, l'essor électoral de Die Linke avait empêché la droite de réaliser une coalition CDU-FPD (libéraux) et l'avait obli-

gée à faire une « grande coalition » avec les sociaux-démocrates. Cela pourrait bien se reproduire aux élections législatives du 27 septembre. La Parlement allemand sera dorénavant composé durablement par cinq partis et, pour la première fois, le résultat électoral pourra permettre plusieurs coalitions gouvernementales.

La presse bourgeoise imagine déjà une majorité SPD-Die Linke-Verts au prochain scrutin de 2013. Dans la social-démocratie, une nouvelle génération s'apprête à prendre le relais, se reconnaissant dans des personnages comme Andrea Nahles, Sigmar Gabriel et Klaus Wowereit, l'actuel chef de la coalition SPD-Die Linke de Berlin. Cette génération cherche la coopération avec Die Linke pour arrêter l'hémorragie électorale du SPD tandis que les « vieux », qui dominent le

SPD aujourd'hui, sont trop imprégnés d'anticommunisme.

Si les effets de la crise, qui vont s'aggraver, entraînent une résistance croissante dans les entreprises et parmi la jeunesse, il est possible que ces mouvements se répercutent sur la représentation politique. Toutefois il est clair que le grand capital s'opposera avec toutes ses forces à un gouvernement dont il ne ferait pas partie.

Encore faut-il gagner une telle majorité, et ce sera difficile. Le SPD n'a progressé qu'en Thuringe, où d'ailleurs il stagne. Die Linke a fait un grand bond en Sarre – où Oskar Lafontaine est plus identifié dans son pays à la bonne vieille social-démocratie qu'à une alternative de gauche au SPD. Die Linke a très peu progressé en Thuringe et a fortement perdu en Saxe. Sauf dans la

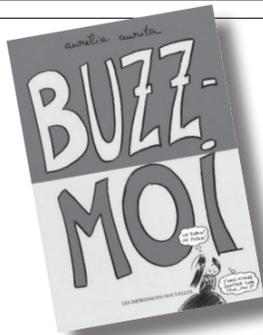
Sarre, Die Linke n'a pas attiré les abstentionnistes et son écho parmi les jeunes électeurs est plus que modeste. Le nouveau Parti pirate attire beaucoup plus les jeunes, tout comme les Verts, et même les libéraux du FDP. Une radicalisation politique est en cours dans la société allemande, sur la droite (dont profitent les libéraux du FDP) comme sur la gauche. De plus en plus, une disposition à un changement radical apparaît dans les sondages. Hélas, pour la plupart d'entre eux, il n'y a pas d'idée précise sur le contenu de ce changement. Une tâche urgente de Die Linke devra être de le préciser.

Angela Klein

les slogans hostiles à Ahmadinejad l'ont contraint à écourter son discours, ce qui ne l'a pas empêché de nier une nouvelle fois l'Holocauste. Les dirigeants « réformateurs » ont été attaqués par les nerfs du régime. La répression violente et les arrestations n'ont pas empêché la jeunesse, les femmes et les travailleurs d'exprimer leur rejet de la dictature, faisant même reculer à plusieurs reprises les forces de sécurité. Ceux qui doutaient de la capacité du peuple iranien doivent se rendre à l'évidence : la peur commence à changer de camp. Parmi les conservateurs, les désaccords se font de plus en plus bruyants. La crise va se poursuivre et le peuple saisira toutes les occasions pour se faire entendre. Prochain rendez-vous à haut risque pour le pouvoir : la rentrée universitaire.

BOYCOTT D'ISRAËL. L'équipe de football des Girondins de Bordeaux est dans la même poule qualificative que le Maccabi d'Haïfa dont le match aller aura lieu à Bordeaux, le 30 septembre, au stade Chaban-Delmas. Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, vient de rappeler que le boycott sportif de l'Afrique du Sud

avait été un élément important dans l'isolement des tenants de l'apartheid. Certes, des différences existent entre les deux situations, à commencer par le fait qu'il y a des Palestiniens et des Arabes israéliens dans les équipes de foot israéliennes. Mais les discriminations dont sont victimes les Palestiniens sont bien institutionnelles, avec un racisme d'État dans la gestion de l'état civil ou de l'accès à la terre. Il y a une politique de crimes de guerre et contre l'humanité commis à Gaza (attestée par une commission d'enquête de l'ONU), une volonté d'épuration ethnique affirmée par des ministres du gouvernement Netanyahu. Les Palestiniens sont discriminés dans les pratiques sportives : empêchements liés aux barrages routiers, au blocus de Gaza, au bombardement d'infrastructures. Le mouvement de solidarité suédois a contraint le match Suède-Israël de la coupe Davis à se jouer à huis clos. En France, le 30 septembre, devant le stade (RV à 19 heures), nous serons nombreux à dire que la participation des fédérations sportives israéliennes à des compétitions internationales doit être suspendue tant que ce régime d'apartheid continuera.



DVD
WATCHMEN/
Zack Snyder/PARAMOUNT
Maintenant que Disney a dévoré Marvel, profitons-en pour apporter notre soutien critique à DC, l'un des derniers concurrents encore en vie dans le monde des comics et qui ne soit pas encore dans la poche de la petite souris. En 1986, il publiait *Watchmen*, chef-d'œuvre d'uchronie – histoire alternative où les super-héros vivent parmi nous dans une Amérique toujours sous le règne de Nixon, aux débuts des années 1980 –, reconnu jusque dans les cercles littéraires. L'an dernier arrivait dans les salles une adaptation cinématographique que d'aucuns jugèrent – injustement – décevante. La sortie du DVD est l'occasion de vous faire votre propre idée, ne serait-ce qu'avec le superbe générique sur fond de Bob Dylan qui revisite l'histoire des USA en mode cartoon.
King Martov

MUSIQUES
MIOSSEC/Finestériens/
PIAS
Un nouvel album de Miossec, c'est un peu comme un film de Woody Allen, les journalistes sont toujours tentés d'écrire que c'est le meilleur depuis le premier. Car on l'aime, Miossec, lui qui nous a redonné le goût de la chanson française (et il y a de quoi s'en détourner). Une chanson française qui sent « la bière et l'animal, les tacles et la mauvaise foi » et qui sait parler d'autre chose que de son nombril et des restos vietnamiens à Évreux (Delerm fils). On lui pardonne tout, même son amitié pour le béat ségoliste Cali. Parce qu'il parle d'amour comme le grand enfant malade que nous sommes tous un peu, mais surtout parce que, lorsque Miossec évoque la politique, il n'oublie finalement rien, qu'il décortique le malaise du travail dans *Les chiens de paille* ou encore les doutes existentiels de notre société narcissique, avec *Les joggers du dimanche*.
K.M.

BD
BUZZ-MOI/Aurélia
Aurita/LES IMPRESSIONS
NOUVELLES/15 EUROS
Avec *Fraise et chocolat*, Aurélia Aurita a réalisé un buzz: un succès fulgurant, inattendu et d'autant plus mérité que, pour une fois, une auteure abordait crûment les questions de sexualité. Propulsée spécialiste en sexualité féminine, Aurélia Aurita a connu une relative célébrité. Avec beaucoup d'humour et de finesse, elle revient sur ce phénomène et sur la manière dont elle l'a vécu, avec un regard décalé et plein d'autodérision. L'occasion d'une réflexion sur la part de compromission avec les médias, les inconvénients d'être « cataloguée », et les journalistes qui posent dix fois les mêmes questions bêtes avec un air lubrique. Un ouvrage très réussi, loin de tout ton pleurnichard, car Aurélia Aurita décrit aussi à merveille les moments de grâce partagés avec des lecteurs.
Sylvain Pattieu

CINÉMA
L'ARMÉE DU CRIME/
Robert Guédiguian
L'Armée du crime retrace le parcours des FTP-MOI, groupe de résistants lors de la Deuxième Guerre mondiale, dirigé par Manouchian. Le film s'ouvre sur la constitution de ce groupe de 23 résistants, pour la plupart très jeunes, juifs pour certains et tous d'origines différentes. Guédiguian nous livre un film où les personnages résistants sont obligés de faire face à certaines contradictions: comment résoudre les conflits qui se jouent entre les notions d'éthique et d'engagement, lorsqu'il s'agit de résister à la barbarie nazie et à la collaboration française? Le film revisite une période importante du mouvement ouvrier tout en interrogeant notre présent, à travers des questions toujours actuelles, telles que l'importance de l'internationalisme, les diverses formes que peuvent prendre la résistance et les liens entre l'intime et le politique.
Giulia Acqua et Marie Sonnette

<http://www.alterinter.org>
Alternatives International est un réseau d'organisations politiques et sociales « altermondialistes », dont le but est de renforcer le mouvement social partout dans le monde en élaborant des stratégies, des mises en réseaux et la production de nouveaux outils d'éducation et de communication. Afin de combattre la mondialisation néolibérale, le réseau tente de coordonner des interventions communes dans le cadre des principaux réseaux du mouvement social mondial.

<http://www.hns-info.net>
HNS est une association qui développe l'idée d'une communication et d'une information libres participatives, dans l'espace européen et international. Ce webmedia alternatif œuvre pour l'appropriation, la diffusion et la démocratisation des nouvelles technologies de communication, par l'usage des logiciels libres, en intervenant lors de débats publics d'information et de formation.

<http://www.globenet.org>
Globenet est une association militante, au service de la liberté d'expression, proposant divers services internet et menant ses activités autour d'un positionnement précis: FAI associatif, fournisseur d'accès et d'hébergement internet ouvert au public. Globenet étant historiquement un « spécialiste » de l'hébergement des associations de solidarité, on y retrouve une multitude de liens d'associations culturelles, politiques, ainsi que des réseaux d'entraide entre associations.

CINÉMA RAPPELER L'HISTOIRE POUR ÉCLAIRER LE PRÉSENT

Le réalisateur Robert Guédiguian revient sur son engagement militant, exprimé à travers son dernier film, *L'Armée du crime*. Interview.



Le cinéma s'intéresse à la Seconde Guerre mondiale en ce moment. Pourtant, si nous comparons *L'Armée du crime* et *Inglorious Basterds*, les partis pris sont très différents. Quel était le vôtre?

Il me semble que la gauche a perdu pas mal de choses: elle a perdu ses buts, beaucoup de ses théories, de ses pratiques. Mais elle a aussi perdu quelque chose qui compte au moins autant: elle a perdu sa légende, sa chanson je pourrais presque dire. Dans la légende on peut considérer qu'un des grands moments de l'histoire, c'est l'histoire du groupe Manouchian. Aujourd'hui, c'est une histoire universelle, mais il faut toujours se rappeler qu'elle a été écrite par le mouvement ouvrier. Je crois qu'en ce moment, si l'on veut faire exister à nouveau une gauche radicale, on a intérêt à travailler la théorie bien sûr, nos pratiques, mais aussi nos légendes. Je dis ça parce que j'ai grandi avec cette histoire, ces personnages-là, les 23 et les autres. Je les ai connus très tôt, je les ai admirés, j'ai rêvé de leur ressembler. J'ai envie de dire que j'essaie toujours de leur ressembler, mais dans des circonstances extrêmement différentes. Aujourd'hui, ça signifie avoir, quoi qu'il arrive, dans n'importe quelles circonstances, un certain nombre de principes auxquels je ne dérogerai jamais.

Votre film questionne les différentes formes que peut prendre l'engagement militant.

C'est vrai que leur engagement, à ce moment-là, prend une tournure autant morale que politique. Quand je dis morale, c'est une morale qui va par-dessus tout, évidemment jusqu'à la désobéissance, et que, par principe moral, on peut désobéir à son parti, à l'État, etc. D'ailleurs, ce qui est beau, c'est qu'ils ont tous agi individuellement, avant de constituer un groupe, tous ensemble. Ils ont tous fait des gestes personnels, comme s'il n'y avait pas de frontières entre la vie privée et la vie publique, entre la vie intime et la vie politique. Donc je pense que leur exemple, de la même manière qu'il m'a aidé à me construire, peut aider des gens à se construire aujourd'hui. Les gens qui voient ce film peuvent en sortir avec le sentiment qu'il y aura toujours des choses à refuser, des choses contre lesquelles il faut agir.

Ce film résonne avec le temps présent.

Oui. Tout film qui traite d'un sujet historique, ou de l'histoire en général, doit montrer que l'intérêt de l'histoire est d'éclairer le

présent. Si l'histoire nous passionne, c'est éventuellement pour en tirer quelques enseignements pour aujourd'hui. Je voulais faire *l'armée de la lumière*, je voulais travailler la foi qu'avaient ces gens-là. Je préférerais travailler ce qui les animait de l'intérieur, les illuminait, plutôt que le détail, le factuel, l'historique, la reconstitution. Au fond, cela m'importe peu. Je dirais que j'ai fait ce film presque uniquement pour parler d'aujourd'hui.

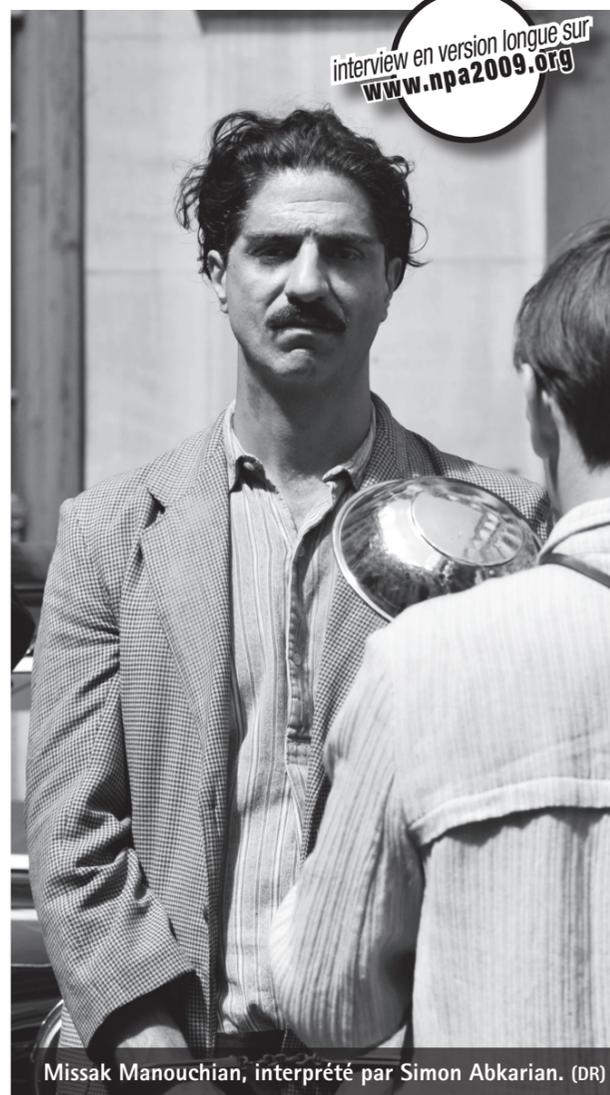
L'utilité de la violence, celle qui tue, est en permanence discutée.

La violence populaire n'a jamais été qu'une violence de légitime défense. Je n'ai pas d'exemple où des populations sont entrées en lutte armée alors qu'il ne se passait rien. Je suis opposé à la lutte armée telle que les Brigades rouges, la Bande à Baader. Là-dessus, j'insiste sur le comportement des résistants du film. Bien sûr qu'il y a eu des victimes innocentes, mais je pense que c'est la résistance la plus juste qu'il y ait eu. Je le montre: lorsqu'ils refusent de balancer une grenade dans un hôtel plein de jeunes prostituées. Ce sont des histoires vraies! Après, quand je parle de violence, je parle de violence avec mort d'homme. Parce que si la violence c'est de poser des bombes de gaz et de menacer de faire tout sauter... Je suis d'accord! C'est complètement illégal, mais je soutiens totalement ça! Quand on en est à un tel niveau, qu'il y a autant de morts en France, je comprendrais aisément que demain après une réunion syndicale, ils s'énervent et balancent huit ordinateurs par la fenêtre!

Définiriez-vous votre film comme étant militant ou engagé? Est-il fait dans l'intérêt d'une forme d'engagement?

À partir du moment où tu mets une caméra dans la rue et que tu montres des hommes et des femmes dessous, dessus, sur les côtés, leurs bagnoles, leurs fringues, c'est avoir un point de vue sur eux. Soit tu dis que tu n'as pas de point de vue mais ça veut dire que tu acceptes le monde tel qu'il est, soit tu dis: « J'ai ce point de vue-là et c'est ce point de vue que je voulais proposer au public. » Je dis bien « proposer » d'ailleurs, je discute. Donc, le cinéma est toujours engagé. Mais celui qu'on appelle engagé, c'est celui qui se dit lui-même engagé. Et moi je me dis engagé.

Propos recueillis par Giulia Acqua et Marie Sonnette



Miskak Manouchian, interprété par Simon Abkarian. (DR)



**ORANGE STRESSÉ
LE MANAGEMENT PAR LE
STRESS À FRANCE TÉLÉCOM**

YVAN DU ROY

EDITIONS LA DÉCOUVERTE
252 PAGES, 15 EUROS



l'essai

Orange Stressé tombe à point nommé. Cet ouvrage, condensé d'analyses et de témoignages sur France Télécom, a été mis en chantier par Yvan du Roy, suite au suicide d'un technicien de Troyes, en mai 2008. Ce dernier mettait clairement en cause le « management par le stress » de l'entreprise. Les sections SUD et CGC de France Télécom Orange mettent alors en place, avec l'aide d'experts « citoyens », un Observatoire du stress qui réalise une remarquable enquête auprès des salariés. C'est à partir de ces faits qu'Ivan du Roy a bâti cet impressionnant retour en arrière, pour rechercher les racines du mal dans les évolutions de l'entreprise durant ces trente dernières années.

L'auteur aborde la plupart des questions clés : les décisions d'ouvrir à la concurrence le secteur des télécommunications prises dans les antichambres de Bruxelles en 1988, alors que Michel Rocard est Premier ministre, le démantèlement de l'administration des PTT et la séparation entre La Poste et France Télécom en 1990, toujours sous la gauche et avec la complicité affairée de la CFDT, deuxième syndicat à l'époque. L'ouvrage détaille les étapes de la privatisation : 1996 et la loi qui autorise l'ouverture du capital, l'État gardant une part majoritaire, la motion de censure de la gauche contre cette privatisation, les promesses du candidat Jospin de ne pas procéder à l'ouverture du capital et la trahison en rase campagne quand, moins de deux mois après son élection, il procède à la première ouverture du capital sous l'égide de Dominique Strauss-Kahn, avec le silence complice des ministres Marie-George Buffet et Jean-Luc Mélenchon. Impitoyable aussi, l'analyse que l'auteur fait des vertiges de la Bourse, de la bulle spéculative, de l'endettement colossal, de la chute de l'entreprise et de sa privatisation totale. Yvan du Roy démontre à quel point ces choix politiques ultralibéraux, qui ont tourné clairement le dos à toute notion de service public, se sont accompagnés de conditions de travail en rupture totale pour les salariés : rupture des valeurs de service public et de service rendu à l'usager, rupture des liens noués dans les équipes et du savoir-faire du travailleur au profit d'un individualisme forcené et d'un infantilisme généralisé, obligation de changer sans cesse de site, de poste, de métier, stress et désespoir quotidien, harcèlement moral encouragé voire érigé comme règle.

Un manque cependant : rien ou presque n'est rappelé sur les grands épisodes de mobilisations collectives, comme la grande grève d'octobre 1993 (75% de grévistes) ou la participation des agents de France Télécom aux mouvements de décembre 1995. Entre découragement et répression anti-syndicale, la disparition progressive de ces formes de résistance collective a pourtant largement contribué au caractère désespéré individuel des réactions actuelles.

www.la-breche.com

**PETITE ENFANCE
DÉFENDRE CRÈCHES ET MATERNELLES**

La politique du gouvernement concernant l'accueil de la petite enfance dégrade les conditions d'accueil et privilégie les gardes à domicile.



Paris, 19 mars 2009, manifestation interprofessionnelle. Cortèges des personnels des crèches. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

Pendant la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy, évoquant les difficultés des parents à trouver une solution d'accueil pour leurs enfants, lançait l'idée d'un droit opposable à la garde d'enfant. Des discours remplacés aujourd'hui par une politique de restrictions. En France, il manque 300 000 à 800 000 places d'accueil pour les jeunes enfants. Cette pénurie a des conséquences sur le travail des femmes. 75% d'entre elles, vivant en couple avec un enfant de moins de six ans, travaillent. Mais, avec trois enfants ou plus, dont un de moins de six ans, elles ne sont plus que 40% à travailler. 27% des mères ayant un enfant de moins de six ans sont à temps partiel, 53% quand il y a trois enfants ou plus. Lorsqu'ils ne favorisent pas le retour des femmes au foyer, les choix politiques privilégient les modes d'accueil individuels. Depuis 1994, avec l'allocation parentale d'éducation (APE) versée dès le deuxième enfant, puis avec la prestation accueil jeune enfant (Paje), le taux d'activité des mères a chuté. Rareté et cherté des modes d'accueil ont souvent raison des calculs budgétaires des parents aux salaires modestes. La branche famille de la sécurité sociale a consacré, en 2007, cinq fois plus d'argent à l'accueil individuel qu'à l'accueil collectif (5,5 milliards d'euros pour les assistantes maternelles, 3,3 milliards pour le congé parental et 1,8 milliard pour l'accueil collectif). En juillet 2008, Michèle Tabarot, députée UMP, a déposé un rapport contenant une série de propositions. En décembre

2008, dans le cadre de la loi de financement sur la Sécurité sociale, le gouvernement a fait passer de trois à quatre le nombre maximum d'enfants que peut garder une assistante maternelle à domicile. Voilà comment on « augmente l'offre d'accueil » en dégradant sa qualité. Cela révèle aussi la priorité accordée au mode de garde individuel où les femmes sont les moins qualifiées (60 heures de formation), isolées à domicile, sans relations sociales professionnelles et dans une relation de gré à gré avec le parent employeur.

JARDINS PARKINGS

Pour l'accueil collectif, le maître mot du rapport Tabarot est la baisse des coûts par la déqualification des professionnelles - qui sont surtout des femmes - et la déréglementation des normes d'encadrement. Une des premières mises en œuvre du rapport a été le lancement, en mai, de « jardins d'éveil » pour les 2 à 3 ans, financés par les collectivités locales ou les entreprises gestionnaires, la CAF et les familles. Dans ces structures, payantes pour les parents, la part des professionnelles moins qualifiées augmente (CAP petite enfance) et les normes se détériorent (douze enfants pour une salariée au lieu de huit aujourd'hui dans les crèches). En 2000, plus de 35% des enfants de 2 à 3 ans étaient accueillis à l'école maternelle. Aujourd'hui, suite aux suppressions massives de postes d'enseignants, ils ne sont plus que 21% à bénéficier de cette école gratuite. L'État veut mettre fin à la scolarisation des 2 à 3 ans, transférer le coût de cet accueil vers les communes et les familles et déqualifier les professionnelles.

Mais, à terme, la volonté de la droite pourrait être de supprimer l'école maternelle, en transférant les enseignants en primaire et en remplaçant par des non-enseignants. Les petite et moyenne sections de maternelle disparaîtraient et seule la grande section (à partir de cinq ans) subsisterait comme première année de primaire. La droite veut faire passer les normes d'encadrement dans les crèches d'une professionnelle pour cinq enfants à une pour six (de une pour huit enfants à une pour neuf pour les enfants qui marchent). Elle veut aussi faire passer l'inscription des enfants en surcapacité en crèche à 20% (10% actuellement).

Toutes ces mesures s'attaquent aux conditions de travail des professionnelles de la petite enfance et à la qualité de la prise en charge des jeunes enfants. L'accueil des jeunes enfants est un enjeu majeur de l'égalité entre femmes et hommes.

Défendons le droit au travail des femmes, à un travail qualifié et bien rémunéré. Défendons la création d'un service public national gratuit d'accueil des jeunes enfants avec des professionnelles qualifiées et reconnues, répondant à la demande des parents, sous des modes de garde diversifiés. Défendons le droit garanti, pour les parents demandeurs, d'une scolarisation de leurs enfants dès 2 ans, dans des conditions adaptées, au sein de l'école maternelle. Des mobilisations unitaires de salariés de la petite enfance, de parents et d'enseignants ont eu lieu ces derniers mois (pétition « pas de bébés à la consigne »). La manifestation pour les droits des femmes du 17 octobre doit être une nouvelle occasion de mobilisation.

Guillaume Floris

boîte à lettres



Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org / NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

CRI DU CŒUR. D.M. : Je suis interpellé par votre combat mais ne comprends pas votre démarche. [...] Avez-vous le projet de créer une défense du citoyen ou seulement de faire vivre votre parti ? Il est temps pour nous de trouver un parti leader capable de mobiliser les gens, de toutes origines, qui désespèrent en voyant nos décideurs et banquiers nous rouler dans le mensonge et la corruption. [...] Il est quand même grave que des personnes se suicident pour leur boulot alors que nous sommes dans un pays démocratique avec des partis et contre-partis politiques, des syndicats, des services sociaux, des médecines du travail, des inspections du travail, des sociologues et j'en passe. [...] Faites en sorte que l'on relève la tête avant de nous noyer, associez-vous avec toutes les bonnes volontés. Nous vous suivrons mais, surtout, que ce ne soit plus que l'affaire d'un décideur. Je mets au service de nos enfants toute ma volonté de bien agir et je veux bien croire que vous faites de même.

COMPRENDRE LA CRISE ET LUTTER POUR EN SORTIR

Une nouvelle brochure du NPA est parue cet été. À lire et à faire lire pour mieux comprendre les mécanismes et les réponses du NPA. Vous pouvez vous la procurer en envoyant un chèque de 2 euros à l'ordre de : NSPAC 2 rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil



